

255	UTBM service communication	Dépêche n°155542	Vendredi 23 septembre 2011
		Enseignement supérieur	Christian Lerminiaux - fusion - grande université de technologie - IDEX - UTT - INgEXys

## UTT : Christian Lerminiaux veut construire « une grande université de technologie autour de l'ingénierie dans le Grand-Est »



Christian Lerminiaux, président de la Cdefi et directeur de l'université de technologie de Troyes

© UTT

« Pour l'heure, la mise en œuvre d'une grande université de technologie autour de l'ingénierie dans le Grand-Est [à travers le projet d'Idex] m'apparaît comme l'ambition la plus concrète » : telle est la priorité de Christian Lerminiaux, directeur de l'UTT (université de technologie de Troyes), indique-t-il, lundi 12 septembre 2011, dans une interview à AEF consacrée aux principaux chantiers de rentrée de l'établissement. L'UTT participera à la deuxième candidature du projet d'Idex « IngEXys » (ingénierie éco-systémique) aux côtés des universités lorraines et du CNRS, dans le cadre des investissements d'avenir. Malgré sa démission de l'UTBM (université de technologie de Belfort-Montbéliard) (AEF n°[149895](#)), Christian Lerminiaux n'abandonne pas pour autant son projet de rapprochement des deux universités de technologie au sein d'un établissement unique : « Nous prendrons le temps qu'il faudra », suggère-t-il (AEF n°[153506](#)). En revanche, il dit s'interroger sur le « contenu » du PRES interrégional en construction entre la Champagne-Ardenne et la Picardie. Dans cet entretien, il précise les ambitions de développement de l'établissement et le « manque » de moyens humains pour les atteindre.

**AEF** : L'UTT participe au projet d'Idex lorrain « IngEXys » (AEF n°[155421](#)). Comment préparez-vous la deuxième présentation du projet au jury ?

**Christian Lerminiaux** : C'est une candidature portée par la future UdL (Université de Lorraine), le CNRS et l'UTT, l'UTBM (Université de technologie de Belfort-Montbéliard) n'étant désormais plus partie prenante. Nous maintenons notre objectif, qui consiste à fédérer la plus grande partie des forces en ingénierie du Grand-Est, mais comptons reprendre les points qui posaient problème, comme la stratégie internationale et la politique RH. Si nous avons des arguments solides, le dossier n'était peut-être pas suffisamment développé. En tout cas, nous devons nous battre sur un élément-clé : la force scientifique du Grand-Est dans ce domaine. Certes, nous ne pouvons nous prévaloir de Prix Nobel. Mais force est de constater que notre potentiel scientifique est sous-estimé. L'ensemble qui constituera la future « UdL » se situe aujourd'hui au 273e dans le classement de Shanghai (AEF n°[153930](#)). Et, en nous appuyant sur les succès obtenus au niveau des investissements d'avenir - labex, IRT, IEED, etc. -, nous avons décidé de focaliser davantage le dossier sur les matériaux et l'énergie.

**AEF** : L'an dernier, vous avez officié comme administrateur provisoire de l'UTBM et encouragé la création d'un seul « grand établissement » (AEF n°[141969](#)). Puis, vous avez démissionné (AEF n°[149895](#)). Que retiendrez-vous de cette étape ?

**Christian Lerminiaux** : C'était ce qu'il fallait faire. Pour moi, le plan A, c'était le rapprochement des deux UT et la création d'un grand établissement. Et le plan B, comme on pourrait le dire au sujet de l'Europe, c'est le plan A ! Nous prendrons le temps qu'il faudra. L'inscription de l'UTBM dans le PRES Bourgogne-Franche-Comté (AEF n°[154417](#)) ne met pas à l'eau cette vision.

Par ailleurs, le projet d'« UTF » (université de technologie de France) ne visait pas forcément à rapprocher immédiatement trois, mais déjà deux des trois UT, [l'UTT et l'UTBM]. Je ne prône pas la politique des grandes structures. Aujourd'hui, l'UTBM et l'UTC (université de technologie de Compiègne) ont chacune un nouveau directeur depuis quelques jours. Je ne saurais

m'avancer pour eux. Mais dans le meilleur des cas, le travail entamé ne pourra reprendre que dans six mois. D'ici là, nous [à l'UTT] avançons sur l'idex. L'idée de fonder un grand pôle ingénierie Grand-Est et de se rapprocher des partenaires lorrains a du sens : nous avons un IRT ensemble, deux projets labex (1), etc. Nous verrons ce qu'il en résultera.

**AEF** : En Champagne-Ardenne, l'Urca est engagée dans la création d'un PRES interrégional avec l'UPJV (Université de Picardie Jules Verne) (AEF n°[137858](#)). Depuis plusieurs années, la porte est ouverte à l'UTT...

**Christian Lermينياux** : Pour déposer le projet d'idex, nous n'avons pas eu besoin de créer un PRES. Si nous réussissons à la 2e vague, nous verrons ce qu'il faut décider en termes d'instances de coordination avec la Lorraine. Quant au niveau champardennais-picard, il faut toujours se poser la question du contenu de ce pôle en gestation. À l'UTT, nous participons déjà à un IEED avec l'UTC et l'UPJV (AEF n°[154318](#)), qui ne nécessite pas de PRES. Si, à l'avenir, l'unique objet de ce PRES interrégional est la fusion des écoles doctorales, je ne suis pas sûr que l'UTT doive le rejoindre. S'il s'agit de créer une structure où tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche vont collaborer et échanger sur la stratégie, il n'y aura pas de souci, même si l'on peut douter de son utilité. S'il y a effectivement une ambition derrière ce projet, il faudrait la définir, car je ne l'ai pas encore sentie. De toute façon, l'UTT n'adhérera qu'à un projet assurant une compatibilité entre sa propre vision, celles des collectivités locales de la Champagne-Ardenne et de la Picardie, et qui soit compatible avec notre alliance avec nos partenaires lorrains. Pour l'heure, la mise en œuvre d'une grande université de technologie autour de l'ingénierie dans le Grand-Est m'apparaît comme l'ambition la plus concrète.

**AEF** : Où en sont vos projets de rattachement d'autres établissements : l'EPF [ex-École Polytechnique Féminine] et l'ESC Troyes ?

**Christian Lermينياux** : La convention de rattachement [sous l'article 719-10 du code de l'éducation, l'ancien article 43] avec l'EPF a été signée en mai 2011 : nous travaillons bien ensemble, leurs étudiants et personnels étant logés dans nos locaux. L'objectif majeur est de pouvoir faire reconnaître dans le cursus de chaque étudiant des cours suivis dans l'établissement partenaire. Et nous travaillons à un projet de nouvelles formations proposées en commun, même hors de Troyes. Quant à l'ESC, nous avons encore à finaliser le volet recherche : sur la maîtrise des risques, il faut voir comment l'ESC, dans son domaine disciplinaire, peut apporter ses compétences en la matière.

**AEF** : Par ailleurs, avez-vous mis l'accent sur le management RH, comme annoncé, avec un projet d'« extension de la rémunération en fonction des résultats de l'établissement et des objectifs individuels » ?

**Christian Lermينياux** : Pour le moment, nous n'avons pas encore engagé le volet GPEC de notre projet. La principale avancée concerne la formalisation des emplois contractuels, qui comprend l'aspect « évolution de carrière » ; pour l'ensemble des catégories de personnels (Biatoss, enseignants, enseignants-chercheurs, etc.), nous avons défini une série de statuts avec les grilles d'avancement correspondantes. Nous le mettons en œuvre, à travers un comité académique qui gère l'avancement de carrière des enseignants-chercheurs. Mais ce qu'il reste à mettre en œuvre, par ailleurs, c'est la gestion des emplois scientifiques à dix ou quinze ans, notamment dans le domaine disciplinaire et des compétences.

Principal problème, l'UTT est bloquée dans son modèle de développement. La mise en place très partielle [le plafonnement] du modèle Sympa nous a peu aidés, en figeant des dotations déjà modestes et en se fondant sur un mécanisme prenant peu en compte la masse salariale. Du coup, celle-ci n'augmente plus que d'à peine 2 % par an, pour 8-9 % auparavant. Comment s'en sortir dans ces conditions ? À nos griefs, le ministère répond qu'il nous manque bel et bien 120 postes et nous accorde 400 000 euros [sur une subvention annuelle de 20 millions d'euros de l'État], tandis que le manque reconnu se chiffre à environ 10 millions d'euros, masse salariale incluse.

**AEF** : Atteignez-vous les objectifs fixés pour 2011 dans le cadre de la contractualisation (AEF n°[105304](#)), à savoir 2 700 étudiants en 2011 et 167 enseignants-chercheurs ?

**Christian Lermينياux** : Nous sommes en stand-by, en réalité. L'UTT compte 2 500 étudiants, un chiffre qui ne bougera pas tant que nous n'aurons pas d'enseignants et de personnels supplémentaires. Sur les 380 effectifs employés par l'UTT, nous comptons 125 enseignants-chercheurs, soit un enseignant pour vingt étudiants, ce qui est peu par rapport à la moyenne, qui se situe à un pour dix.

**AEF** : Comment évolue l'établissement, en termes de formation et de recherche ?

**Christian Lermينياux** : Nous plançons sur la nouvelle contractualisation 2012-2016 et venons de recevoir le rapport de l'Aeres, qui confirme nos orientations. Nous poursuivons notre stratégie de recherche axée sur la maîtrise des risques, même s'il faut encore améliorer le fonctionnement de l'UMR dédiée à cette thématique, afin que celle-ci finisse par englober la totalité de notre activité recherche. La gouvernance va évoluer vers celle d'une UMR classique, à laquelle les personnels seront rattachés ; la vision d'une UMR au fonctionnement par 'projets', privilégiée par le passé, a été difficile à faire comprendre. Et, en matière de formation, nous tâcherons de structurer davantage l'offre, pour en améliorer la lisibilité. Nous comptons développer la formation par apprentissage et la formation continue au niveaux licence et master.